

Environnement: Les nouveaux défis à relever

Par L'Economiste | Edition N°:4549 Le 17/06/2015 |

L'étude réalisée en partenariat avec le PNUE a montré que les ressources en eau ont été impactées par la surexploitation favorisée par le manque de contrôle. Et l'effet négatif est déjà ressenti au niveau des rendements agricoles

Hakima El Haité a fait le point sur l'action des observatoires de l'environnement et du développement durable. L'idée est de «dresser le bilan des activités de ces organismes et de définir les modalités de leur mobilisation au service de la nouvelle politique environnementale», comme l'a indiqué la ministre déléguée en charge du dossier. Surtout qu'il s'agit d'un domaine où le Maroc a évolué à grands pas. En effet, le pays a «saisi l'importance de la protection de l'environnement depuis des années. Car, notre avenir passe par le développement durable», a noté, pour sa part, Nizar Baraka, président du Conseil économique, social et environnemental. Aujourd'hui, Rabat est appelé à passer à la vitesse supérieure. Surtout que le monde s'apprête à se réunir à Paris en décembre prochain pour la CoP21, qui devra aboutir à un accord global en matière d'atténuation et d'adaptation face aux effets des changements climatiques. C'est pour cela que «nous devons tout faire pour réduire les émissions, recycler les produits et réutiliser certaines matières», a estimé Dwight L Bush, ambassadeur des Etats-Unis à Rabat.

Globalement, le rapport réalisé en partenariat avec le PNUE a permis de faire l'état des lieux de la situation environnementale au Maroc, à travers une analyse intégrée de ses différentes composantes. Il s'agit du 3e rapport du genre, après ceux réalisés en 2001 et 2010. Il en ressort que «l'environnement marocain, fragile par nature, a subi de multiples dégradations, qui sont liées aux pressions des activités humaines et au processus d'urbanisation, ainsi qu'aux effets des changements climatiques». Cela concerne particulièrement les ressources en eau, «avec des problèmes de surexploitations, favorisés par le manque de contrôle». Et les effets sont déjà ressentis au niveau des rendements agricoles, peut-on lire dans ce rapport. Les sols souffrent également du phénomène d'érosion, de salinisation et de désertification. Cela est dû aux «formes d'exploitation non durables, qui provoquent notamment des pertes de productivité», est-il noté. Parallèlement, ce document fait état d'un doublement des émissions marocaines de gaz à effet de serre, entre 1994 et 2012. Elles résultent de «la hausse des rejets de polluants en milieux urbains, surtout à cause des moyens de transport». Le changement des modes de production et de consommation des Marocains a aussi entraîné une augmentation sensible du volume des déchets solides.

Aujourd'hui, le département d'El Haité devra bénéficier des projections à l'horizon 2030, prévues par ces études, pour recadrer les actions menées pour faire face aux enjeux environnementaux. Ainsi, «la question des déchets solides et autres formes de pollution sont des problématiques d'avenir qui doivent être approfondies», fait-on savoir. L'idée est de «mener une réflexion prospective qui ne se limite pas aux options de traitement, mais aussi leur valorisation, ainsi que les possibilités de réduire, à l'amont, leur prolifération».

M. A. M.

Dégâts sur l'environnement: La lourde facture économique

Par Khadija MASMOUDI | Edition N°:4895 Le 10/11/2016 |

A elle seule, la pollution de l'eau coûte 11,7 milliards de dirhams, représentant 1,26% du PIB. Elle est suivie par la pollution de l'air et des sols avec respectivement 1,05% et 0,54% du PIB.

La dégradation de l'environnement a un coût astronomique: 3,52% du PIB à 33 milliards de dirhams. Les dégâts causés par les émissions de gaz à effet de serre à l'environnement global sont estimés à 1,62% du PIB.

Ce sont là les principaux résultats de l'étude présentée hier, mercredi 9 novembre, à Marrakech par la Banque mondiale sur «Le coût de la dégradation de l'environnement au Maroc». Ces résultats montrent que les impacts de cette dégradation à l'échelle nationale seraient deux fois plus importants qu'à l'échelle mondiale.

Comme cela a été relevé dans une précédente étude en 2000, l'eau et l'air présentent les défis les plus importants. La pollution de l'eau qui coûte 1,26% du PIB constitue la première source de dégradation de l'environnement, suivie par la pollution de l'air (1,05% du PIB). Ce qui renvoie à l'urgence de mesures pour préserver les ressources hydriques en limitant la surexploitation des eaux souterraines et le déversement des eaux industrielles non épurées dans les cours d'eau. La pollution de l'air nécessite également une attention particulière surtout dans les grandes villes comme Casablanca, Marrakech et Tanger (voir article page 4).

La dégradation des sols a aussi un coût important: près de 5 milliards de dirhams, représentant 0,54% du PIB. Elle affecte les terres agricoles à travers l'érosion et la salinisation des surfaces irriguées. Elle a également un impact sur les terres de parcours, à cause du défrichement, de la désertification. La dégradation du sol se traduit par une perte de production agricole, de la biodiversité, la baisse de la séquestration du carbone ainsi que par l'envasement des barrages.

Les auteurs de l'étude ont également analysé les dégâts induits par les déchets (0,4% du PIB). L'amélioration de la gestion des déchets municipaux a réduit de moitié les dommages causés à l'environnement entre 2000 et 2014. Mais le système de collecte ne touche pas 20% de la population urbaine et 80% de la population rurale. Cela s'explique par le retard pris par le programme des déchets ménagers et assimilés. De même, la part des déchets mis en décharge contrôlée devait passer à 55% en 2015 alors que le taux ne dépasse pas 44% actuellement.

Les insuffisances portent aussi sur le faible taux de recyclage et l'absence de compostage puisque, depuis 2000, les unités de compostage installées dans les années 60 ont fermé leurs portes pour des raisons techniques et économiques.

Aujourd'hui, 56% des déchets générés en milieu urbain sont déversés dans des décharges non contrôlées et dépotoirs. Ils polluent les eaux souterraines, dégagent du méthane, déprécient des terrains agricoles ou urbains et affectent négativement la santé.

La récupération du méthane par exemple aurait permis de produire de l'électricité (comme c'est le cas pour les routes dans la ville de Fès qui sont actuellement éclairées à 30% grâce aux déchets ménagers). Le potentiel d'électricité via le méthane récupéré des déchets organiques s'élèverait à 876 GWh pour une valeur de 847,7 millions de dirhams. En termes d'opportunités économiques, la faible valorisation des déchets constitue un manque à gagner important. Ainsi, le passage du taux de recyclage de 10 à 15% permettra un gain total de 204 millions de dirhams. La réalisation du taux de 15% tient à la mise en œuvre du programme des décharges contrôlées, des centres de tri et de valorisation des déchets. «Elle est liée aussi à la manière dont les travailleurs du secteur informel auront été impliqués dans ce processus en leur offrant de meilleurs revenus et de meilleures conditions d'hygiène», note la Banque

mondiale. Surtout que la professionnalisation de la collecte et l'élimination des déchets ainsi que les filières de valorisation vont réduire le gisement d'ordures accessible au secteur informel.